

# BUDGET 2026 : UN PASSAGE EN FORCE DE PLUS

Après des semaines de discussions budgétaires, le Premier ministre a finalement choisi le passage en force en engageant le 49-3, malgré sa promesse de ne pas y recourir. Un choix qui sacrifie l'urgence sociale et confirme un profond déni démocratique.

Jusqu'au bout, nous n'avons cédé ni au fatalisme ni au renoncement.

Jusqu'au bout, nous avons pensé qu'il était encore possible de doter la France d'un budget qui réponde à l'urgence et aux attentes des Français en matière de pouvoir d'achat, de préservation des services publics et de justice fiscale.

## UN BUDGET D'INJUSTICES

Cela supposait toutefois de revoir en profondeur le texte issu du Sénat : sous couvert de bonne gestion, la droite sénatoriale a aggravé le déficit et accru les injustices, en faisant peser l'effort sur les classes populaires et moyennes tout en épargnant les détenteurs du capital.

Les propos de M. Lombard, ancien ministre de l'Économie, sont à cet égard révélateurs : admettre que les plus riches ne paient pas d'impôt sur le revenu et que les grandes fortunes contribuent insuffisamment est un aveu majeur. Il confirme l'urgence de rétablir une véritable justice fiscale.

Nos propositions ne relèvent pas d'une quelconque spoliation, mais de justice dans l'impôt : revoir la fiscalité des holdings familiales, remettre en cause des dépenses fiscales très onéreuses comme le pacte Dutreil, ou rétablir une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises.

Les mesures prises en 2025 ont montré qu'une telle contribution n'a pas d'effet récessif.

Enfin, si la trajectoire des finances publiques est importante, elle ne peut justifier des coups de rabot uniformes et généralisés sacrifiant les politiques de solidarité et d'investissements d'avenir.

## UN DÉNI DÉMOCRATIQUE PERSISTANT

Nous ne sommes pas face à une crise budgétaire accidentelle mais à une crise politique majeure, organisée et assumée par le président de la République et ses gouvernements successifs.

Depuis le début, un récit mensonger est imposé par l'exécutif : celui d'une prétendue « maîtrise budgétaire », alors que tous les signaux étaient déjà



# RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 30€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2540 – Jeudi 19 février 2026

au rouge.

Fin 2023, le déficit était annoncé à 4,4 % du PIB ; quelques mois plus tard, la réalité éclatait : 5,5 %, soit près de 20 milliards d'euros supplémentaires.

Ce n'est pas une erreur technique, mais une faute politique fondée sur des prévisions volontairement trompeuses - croissance fantasmée, recettes surestimées - alors même que l'activité ralentissait.

Dès fin 2023, des alertes internes à Bercy ont été dissimulées. En février 2024, 10 milliards d'euros de coupes ont été imposés par décret, sans débat parlementaire.

Aujourd'hui, l'exécutif tente de transformer son échec en prétendue irresponsabilité parlementaire.

C'est faux : ce déficit est le résultat de choix politiques assumés.

Depuis 2017, l'État a été désarmé fiscalement au profit des plus riches et des grandes entreprises, tandis que 210 milliards d'aides publiques sont versés chaque année sans contrôle ni contreparties. L'argent existe, mais il est mal orienté, pendant que l'austérité frappe les services publics, les territoires et les plus fragiles.

Dans les territoires d'outre-mer, cette violence budgétaire prend une dimension coloniale par son ampleur dramatique. Ces territoires cumulent déjà les pires indicateurs sociaux du pays : 77,3 % de pauvreté à Mayotte, 53 % en Guyane, plus de 34 % en Guadeloupe et à La Réunion.

Des taux de chômage jusqu'à 37 %. Des prix 30 à 41 % plus élevés que dans l'Hexagone. Et dans ce contexte, l'effort budgétaire global de l'État pour les territoires dits d'outre-mer baisse dans les faits de 1,5 milliard d'euros par rapport au budget de l'an dernier.

Ce budget s'inscrit dans une logique autoritaire et ultralibérale : il protège les revenus du capital, sacrifie l'urgence sociale et est imposé par le passage en force. Face à ce déni démocratique, la censure s'est imposée comme la seule réponse politique cohérente pour la majorité des députés du groupe.■

**Lettre des députés communistes,  
républicains et ultra-marins  
progressistes du groupe GDR**

# TARNOS, 106 ANS DE GESTION COMMUNISTE : UNE VILLE HUMAINE ET SOLIDAIRE



**Marc Mabillet, maire de Tarnos, entouré de ses colistiers  
pour le scrutin des 15 et 22 mars**

**Il fait bon vivre dans les Landes et à Tarnos c'est encore plus vrai. Classée 1<sup>ère</sup> ville des Landes où il fait bon vivre, les élus communistes et républicains qui la gère n'y sont certainement pas pour rien. Des élus de terrain au plus près des gens.**

Au fur et à mesure des mandats municipaux, la commune a grandi, s'est développée autour de nombreux services publics accessibles à tous.

Jean Jaurès a dit que « le service public est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas ». Une maxime toujours d'actualité. La population apprécie les moyens dédiés aux écoles, à la jeunesse, aux plus anciens, aux services mis à sa disposition pour tout simplement lui faciliter la vie, comme les bennes à végétaux disposées dans les quartiers chaque semaine.

Ces dernières décennies, les différents maires communistes en ont fait leur adage : André MAYE, Pierrette FONTENAS, Jean-Marc LESPADÉ et aujourd'hui Marc MABILLET, candidat pour la liste d'Union de la Gauche. La différence avec les autres se fait sur les valeurs qui sont défendues autour de l'intérêt général, de l'écoute, de la démocratie participative et citoyenne. Autant de Maires visionnaires, qui avec leurs équipes anticipent et rassemblent autour du bien commun, qui développent des projets structurants, innovants et réfléchis, pour la plupart issus de l'Economie Sociale et Solidaire.

C'est le cas pour la construction de la résidence Grandôla sorti récemment de terre. Un exemple de mixité sociale, avec des propriétaires, des accédants à la propriété au travers le Bail Réel Solidaire (BRS), leur permettant d'acquérir un bien en dessous du prix du marché, des locataires gérés par XL Habitat. Une résidence administrée sous le modèle associatif, qui rassemble logements en habitat participatif, lieux d'activités, café culturel et terrasses sur le toit, dont l'une est d'usage public, ce qui est une première en France. Les élus se distinguent aussi par leurs prises de

positions courageuses. L'Etat a attaqué plusieurs fois la commune pour avoir déployé des banderoles au fronton de la mairie (défense des retraites et du pouvoir d'achat, contre la guerre...etc...).

Dernièrement, le drapeau palestinien a flotté au côté de celui de la France et de l'Europe, malgré les menaces du Préfet, le jour où le Président de la République reconnaissait l'Etat de Palestine devant les membres de l'ONU.

Le tissu associatif (une centaine d'associations sportives, culturelles ou humanitaires) retient aussi toute l'attention des élus. Véritable lien social, les associations, leurs

dirigeants et bénévoles, assurent en partie la tranquillité publique de la ville. Un nouveau complexe sportif avec un terrain de football synthétique, un fronton et une maison des associations sportives a été inauguré en 2024 et mis à leur disposition.

C'est un véritable lieu d'échange, avec à la clé le lancement d'un programme labellisé par le Conseil Départemental des Landes, appelé « Tarnos en Mouvement » autour du Sport Santé intergénérationnel.

2027 verra aussi l'ouverture de l'Equipement Aquatique intercommunal sur Tarnos, projet phare de l'équipe dirigée par la Présidente de la Communauté de Communes du Seignanx, Isabelle DUFAU, par ailleurs Maire-adjointe de Tarnos.

**Voilà pourquoi tous les espoirs sont permis pour le 15 mars, avec des opposants LFI qui ont déjà jeté l'éponge, et les « macronistes » qui ont toutes les peines à sortir leur liste à moins d'un mois de l'échéance.■**



**Une belle affluence lors de la présentation de la  
liste et du programme de « Tarnos Ensemble »  
le 10 février à la Salle Maurice Thorez**

## Pour la réouverture de la voie ferrée Morcenx/Bagnères de Bigorre

**Rassemblement préfecture  
à Mont-de-Marsan  
Mardi 24 février à 18h**

Dans une lettre ouverte aux élu(es) régionaux de Nouvelle-Aquitaine et d'Occitanie, aux élus départementaux 40-32-65, dans un courrier aux candidats(es) aux élections municipales des communes des 6 communautés de communes et 2 communautés d'agglomération, traversées par cette ligne ferroviaire, le collectif « Osons le train » leur demande de soutenir les populations de ces territoires qui ont plébiscité par milliers cette réouverture.

Cette interpellation donne suite à la question qu'on nous pose sur les marchés, dans les réunions publiques : « que font nos élus ? ».

Dans cette bataille en faveur du transport ferroviaire (le plus vertueux écologiquement) pour répondre aux défis d'aujourd'hui, sociaux, économiques, de transition écologique partout et donc dans les territoires ruraux, le Parti Communiste, la CGT, adhérents au collectif ont un important rôle à jouer.

### L'action est déterminante

On dit que ce sont les peuples qui font l'histoire. C'est vrai, l'histoire nous montre que selon qu'ils interviennent ou pas, ils obtiennent des avancées progressistes en leur faveur ou pas, voire des reculs.

Sur la question du ferroviaire, plus que jamais à l'ordre du jour, là où existe une mobilisation populaire, des déclarations de responsables politiques et des décisions vont dans le bon sens.

Par exemple, à propos de la réouverture de la voie ferrée Auch/Agen, Jean Castets, PDG de la SNCF (ancien premier ministre) s'est déclaré favorable dans la perspective de l'arrivée de la nouvelle ligne LGV à Agen.

Après dix ans de lutte la ligne ferroviaire Montréjeau/Luchon a été réouverte en juin 2025 avec 6 allers/retours par jour.

**Alors mardi 24 février à 18h rendez-vous nombreuses et nombreux devant la préfecture à Mont-de-Marsan.**

A cette occasion, il sera rendu-compte des travaux de l'assemblée générale du collectif du 14 février à Maubourguet, de la rencontre avec le préfet des Hautes-Pyrénées du 17 février.

L'intérêt et l'urgence de rouvrir la ligne entre Mont-de-Marsan et Bagnères-de-Bigorre seront développés et manifestés avec force pour que l'État passe aux actes.

Au cours de cette manifestation, après l'intervention d'un responsable du collectif, pourront intervenir celui de la CNR (Convergence Nationale Rail), de la CGT, d'Alain Baché, secrétaire de la Fédération des Landes du PCF et Conseiller régional de Nouvelle-Aquitaine. ■

**Pour le collectif  
Christian Duprat**

## TEMPÊTE NILS : LE MODEF DEMANDE LA DÉCLARATION DE CATASTROPHE NATURELLE ET DES AIDES D'URGENCE POUR LES FERMES LANDAISES

Dans une lettre ouverte, le Modéf des Landes demandé aux différentes institutions du département qu'elles prennent des mesures d'urgence selon leurs domaines de compétences afin d'accompagner les paysan.nes face aux dégâts causés par la tempête Nils.

Le passage de la tempête Nils dans la nuit de mercredi à jeudi a causé d'importants dégâts sur les fermes landaises, notamment celles en maraîchage.

Le Modéf des Landes recense les dommages et besoins identifiés par les paysan.nes touché.es. Nous les invitons toutes et tous à prendre des photos des dommages subis pour maximiser les chances de prise en charge par les assurances et faciliter les démarches administratives à venir.

Mesdames, Messieurs, nous demandons d'ores et déjà à l'État la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle et le déclenchement du processus de calamités agricoles, pour limiter au plus vite les pertes économiques des fermes.

Mais nous demandons également aux collectivités locales et territoriales de déployer des dispositifs d'aides d'urgence en priorisant les fermes maraîchères et les élevages.

Par ailleurs, nous demandons à la MSA et à la Chambre d'agriculture de mettre en place un accompagnement d'urgence pour recenser les dommages subis par les paysan.nes, les soutenir sur le plan psychologique ainsi que dans les démarches administratives à suivre.

Les Coopératives doivent elles aussi s'engager dans un accompagnement individuel de leurs adhérent.es touché.es, notamment les éleveur.ses dont les cabanes ou bâtiments ont été endommagés et qui ne peuvent pas remettre d'animaux en place, voire ont perdu des animaux.

Enfin, nous demandons aux assurances d'agir avec diligence et aux banques de tenir compte de cette énième difficulté qui s'ajoute à toutes les précédentes.

Les répercussions de cette tempête seront nombreuses et s'étaleront sur du moyen voire long terme.

Des réseaux d'entraide et de solidarité se sont développés spontanément dans les campagnes, mais ils ne seront pas suffisants face à l'ampleur des dégâts déjà constatée. ■

## SOUSCRIPTION

Nom.....Prénom.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

**Je fais un don de ..... € au PCF**

Libeller le chèque à l'ordre de :

**« ADF-PCF40 »**

**BP34, 40001 MONT-DE-MARSAN Cedex**

Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé (uniquement pour les dons en chèques).

# AGIS POUR CUBA !

Dans la nuit du 29 au 30 janvier, D. Trump a publié un décret visant à empêcher toute livraison de pétrole à Cuba en pénalisant très fortement les pays qui continueraient à exporter des matières premières.



Sans pétrole pour alimenter le système électrique, les hôpitaux ne pourront plus fonctionner. Les coupures d'électricité durant parfois jusqu'à 18h par jour sont en train de se généraliser. Tous les services essentiels sont aujourd'hui menacés : transports, santé, éducation, industrie, livraison et conservation de nourriture et de médicaments.

Le 4 février le secrétaire général de l'ONU alertait sur le possible effondrement humanitaire dans l'île. Ces nouvelles mesures, venant s'ajouter au blocus illégal et criminel que Cuba subit depuis 1962, ne sont ni plus ni moins qu'une tentative de semer la faim, la misère afin d'asphyxier le pays jusqu'à ce que le système s'effondre.

C'est aussi un pas de plus vers une intervention militaire directe : repositionnement d'une partie de la flotte des Etats-Unis au large du pays, menaces explicites de bombardements et d'invasion.

## Il est temps que notre pays réagisse et cesse d'être le paillasson des USA !

Les mesures prises par D. Trump au Venezuela comme à Cuba ont des conséquences pour l'ensemble de l'Amérique Latine et notamment pour les territoires français : Guadeloupe, Martinique et Guyane. C'est toute la stabilité de cette zone géographique qui est en jeu !

Nous devons empêcher qu'elle ne soit livrée aux cartels et aux trafics en tout genre. Nous devons œuvrer à la survie des populations !

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne se négocie pas !

Nous appelons à la mobilisation en défense du droit international, du multilatéralisme et contre l'impérialisme étasunien en Amérique Latine comme en France. Les Etats-Unis ne doivent plus nous dicter notre politique étrangère et nos relations commerciales ! ■

## Le billet de Gérard Streiff

### Fin du monde

La sociologue Anne Muxel, à qui l'on doit de belles enquêtes sur la jeunesse, avance, dans son dernier livre (Inventaire des peurs françaises) ce chiffre sidérant : 39 % des Français pensent que la fin du monde est proche. Muxel montre également que la peur (du déclassement, de l'isolement, de l'autre) alimente le vote RN. En somme, la peur fait voter à droite. Autre manière de dire, peut-être, que pour favoriser le vote démocrate, le vote communiste, il faut savoir redonner confiance, dans le collectif, dans l'engagement, dans l'entraide, l'avenir. Ça porte un nom : l'espérance. ■

# Gnacs et Chacailles

## TRUMP IMPERATOR

Une scène du film «Le Dictateur» réalisé par Charlie Chaplin (1889-1977), personnage de Charlot qui incarne à la fois un barbier juif du ghetto et le dictateur Hynkel, montre ce dernier jouant avec un ballon-mappemonde. C'est d'autant plus saisissants quand on sait que Chaplin a débuté le scénario en 1938 juste après l'annexion de l'Autriche par Hitler et que le tournage a commencé quelques jours après l'invasion de la Pologne. Au moment où le public new-yorkais applaudissait la première du film, le 15 octobre 1940, le dictateur nazi dominait presque toute l'Europe. Nous aurions bien tort de nous accoutumer aux facéties de l'autoproclamé shérif du monde. Au forum économique de Davos, Trump s'est vanté du rapt du président du Venezuela, des chasses aux migrants et des crimes de sa police de l'immigration à Minneapolis, des expulsions illégales, de la répression des militants de gauche et progressistes, de son combat contre la science et tous les contre-pouvoirs. Aucun compte ne lui a été demandé sur ces actes qui constituent une violation de la charte de l'ONU, de la déclaration des droits de l'homme de 1948 et de la convention internationale sur la protection des travailleurs migrants et de leurs familles. Trump souffle la tempête. Ses mensonges sur les U.S.A qu'il considère comme sa propriété privée, sur les travailleurs et citoyens américains qu'il traite comme ses employés et sur lui-même comme roi soleil du monde, chamboulent tout en affirmant la suprématie du capitalisme nord-américain et son impérialisme. Il doit être combattu et c'est ce que fait un mouvement social et populaire aux Etats-Unis. Trump a décrit le sens de la rupture définitive de la diplomatie au profit de l'imposition du principe de la force. Cela lui donnerait le droit de déverser sur l'Europe ses productions militaires, pharmaceutiques et numériques, d'acquérir le Groenland, de soutenir ses amis d'extrême droite, tout en reléguant l'Europe au rang de province d'un empire revendiquant son caractère exceptionnel. De l'Arctique au Proche-Orient, de l'Amérique Latine jusqu'aux espaces canadiens, la Maison Blanche nourrit le projet de redessiner les frontières par la menace de la contrainte économique et de la force militaire. Or Macron continue d'approuver au nom de la défense du «capitalisme national», il augmente la dépense militaire mais applique l'austérité contre les travailleurs et retraités, avec Lecomu et sa majorité écornée, il rabote les budgets éducation, santé, services publics, solidarité, réduit les prélèvements sur les profits capitalistes et impose les plus pauvres. Les nouveaux besoins du capitalisme financier, numérique et militaire, des secteurs de l'automobile et de l'énergie, s'ajoutent au projet de «contenir la Chine». Trump n'est pas isolé ni égaré car il a des laboratoires qui expérimentent des politiques nationalistes, des économistes, des juristes spécialisés dans la sécurité, des militaires dévoués, des ingénieurs en infrastructures nouvelles, des seigneurs du numérique pour configurer le monde dans la vision impériale et ils sont aussi très actifs en Europe. Pour eux, la coopération, la politique, la diplomatie, la démocratie, la science, la culture, l'altérité, sont des maux, sont «woke». Ce projet politique porte en lui le fascisme. Il a des implications sur nos vies, sur l'information, la délibération publique. Il est urgent de réagir en construisant un front démocratique progressiste et une unité populaire pour jeter les bases d'un anticapitalisme efficace et d'une vision du monde sans armes et sans guerres, faite d'échange de cultures, de coopérations solidaires pour le respect de la vie comme de la nature et le bien-être généralisé sur la planète. Qu'es comunista (c'est communiste). ■

Roger La Mougne